

# RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE ET DU **BOIS**

REGION LANGUEDOC - ROUSSILLON

Atelier thématique IAA :

Thème 3 : « Émergence de projets et accès au financement »

Rassembler ET Partager



# Émergence de projets et accès au financement

## Introduction: objectifs et cadre général (1/2)

### ATELIERS REGIONAUX THEMATIQUES

#### ❑ Objectifs généraux :

**Mobiliser** l'ensemble des acteurs de l'agroalimentaire dans les territoires

**Contribuer** au redressement productif en **stimulant** durablement le développement et la compétitivité du secteur

#### ❑ Leviers de conduite de la réflexion : 7 thèmes de travail, dont 3 obligatoires\*

- Attentes des consommateurs, qualité et traçabilité des produits, proximité de la production
- Innovation, recherche et développement, propriété intellectuelle
- Projets d'entreprises, accès aux financements publics et privés
- **Emploi, attractivité des métiers, conditions de travail, formations initiale et continue\***
- **Stratégies d'exportation, promotion des produits\***
- Attentes de la société, enjeux environnementaux et pratiques agro-industrielles
- **Stratégies collectives, projets collaboratifs, relations commerciales entre acteurs \* <sup>(1)</sup>**

(1) : Les professionnels de l'agroalimentaire du Languedoc-Roussillon n'ont pas souhaité traiter ce dernier thème qui concerne essentiellement la filière vitivinicole et est traité dans le cadre des réflexions du conseil de bassin viticole du Languedoc – Roussillon)

#### ❑ Objectif opérationnel :

Être **pragmatique** – Formuler des propositions opérationnelles destinées à nourrir un plan d'actions national concerté, à finaliser pour mai, dans la perspective de la « Loi d'avenir » prévue pour mi 2013.

# Émergence de projets et accès au financement

## Introduction: objectifs et cadre général (2/2)

### APPUI : REFERENT AGROALIMENTAIRE DRAAF/DIRECCTE

#### ❑ Objectifs – mission

Le référent se mobilise pour la mise en œuvre, dans sa région, des *Rencontres régionales*.

A ce titre, le référent:

- Coordonne l'action des services de l'Etat, en étroite collaboration avec le Conseil régional, pour le bon déroulement des ateliers régionaux: choix des thèmes de travail, constitution des groupes, réunion des groupes;
- Participe, en tant que de besoin, à un point d'étape avec l'ensemble des industriels pilotes des ateliers thématiques de la région;
- S'assure, auprès des services de l'Etat et du Conseil régional, de la consolidation, par les ateliers thématiques de la région, de leurs travaux selon la présente trame;
- Veille à la réalisation, par le comité de rédaction, de la synthèse régionale des travaux de l'ensemble des ateliers, qui sera envoyée aux administrations centrales.

#### Contact

Matthieu Gregory

Directeur adjoint DRAAF LR

Par téléphone et courriel

Bureau: 04 67 10 19 03

Mél:

matthieu.gregory@agriculture.gouv.fr

Participation au(x) point(s) d'étape

*Réunion des référents régionaux*

*Date: 25 janvier 2013*

*Lieu: Paris*

### CONSTITUTION DU GROUPE DE TRAVAIL

#### Membres:

17 participants dont 10 entreprises

#### Représentants institutionnels :

Monsieur Michael MAILLY, Caisse des dépôts et consignations entreprises

Monsieur Francis CABAUD, REGION LR

Monsieur Guillaume RANDRIAMAMPITA, DRAAF LR

Monsieur Simon MIQUEL, DRAAF LR

Monsieur David DAURE, DRAAF LR

#### Représentants organisations interprofessionnelles :

Madame Delphine ANTOLIN, Languedoc Roussillon Élevage

Madame Brigitte BOUILLUT, LRIA

#### Représentants entreprises :

Monsieur Serge DURAND, Olives & Co

Monsieur Guy BARREDA, GIE les 3 cols

Monsieur Jean-Pierre BRAZES, Alocena

Monsieur Bernard KIMMEL, Arcadie

Monsieur Manuel HERNANDO, Compagnie des desserts

Monsieur Jean-Jacques THIBAUT, Médithau marée

Monsieur Romain BIAU, Myriapolis

Monsieur Georges VILLALBA, CP distribution

Monsieur Ivon BOREL, Maisons de producteurs

Monsieur Cyril ROBIN, Compagnie Robin

#### Industriel pilote

Bernard Kimmel (Entreprise Arcadie)

#### Copilote

Brigitte Bouillut (LRIA)

#### Secrétaire

DRAAF LR

# Émergence de projets et accès au financement

## Trame de feuille de route de l'atelier thématique (2/2)

### ☐ Calendrier de réunion du groupe de travail :

Date : 17 janvier 2013.

Adresse lieu : Chambre de commerce et de l'industrie de Montpellier (Mauguio).

# Émergence de projets et accès au financement

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ☐ Périmètre et définition du thème :

#### **Questions nationales pour cadrer les débats:**

( Extrait fiche thématique « Émergence de projets et accès au financement » )

- Comment pourrait se mettre en place une instance de réflexion entre financeurs, investisseurs et les représentants des filières?
- Comment améliorer la médiation du crédit?
- Les entreprises, notamment les PME, sont-elles suffisamment informées des dispositifs de soutien existants?
- Quels autres outils d'accès aux fonds propres pourraient être développés?
- Comment gérer et améliorer la transmission d'entreprise?
- Les modalités de gestion et d'attribution des aides et des financements sont-elles suffisamment claires? Quelles seraient les propositions pour en simplifier l'accès?
- Quelles sont les aides ou les financements dont ont le plus besoin les entreprises, en fonction de leur taille et de leur phase de développement?
- Dans quelles conditions la création d'un fonds spécialisé sur les iaa avec la BPI, les régions et les acteurs privés peut-elle s'envisager ? Le fonds doit-il ne s'occuper que des opérations importantes ?
- Quelles autres actions permettraient de faciliter l'accès au financement des entreprises?
- Comment la future BPI pourrait-elle mettre en place des modalités adaptées aux IAA ?

### ☐ Périmètre et définition du thème :

#### Questions identifiées en région relatives à l'accès au financement :

- Quelles sont les aides ou les financements dont ont le plus besoin les entreprises, en fonction de leur taille et de leur phase de développement ? « TPE, entreprises matures, et entreprises sortants de difficultés » ?
- Les dispositifs existants sont-ils adaptés à ces besoins ? Quelles difficultés pour y parvenir ?
- Quelles attentes des industries agroalimentaires concernant la mise en place de la « Banque publique d'investissement » ? Sous quelles modalités les entreprises souhaitent elles être accompagné ?
- A –t-on besoin d'un Guichet unique pour orienter et guider les entreprises ?
- Comment améliorer le Haut de bilan ?
- Comment faciliter le Financement des projets ?
- Quel accès aux Garanties ?

# Émergence de projets et accès au financement Constat et analyse des enjeux - Synergies

## ☐ Principales recommandations et pistes de réflexion suggérées au niveau national

( Extrait fiche thématique Émergence de projets et accès au financement )

- Amplifier les programmes d'accompagnement stratégique des Pme, en y impliquant les régions.
- Instaurer une instance de coordination des financeurs, investisseurs et représentants des filières.
- Développer les dispositifs de médiation du crédit.
- Remettre à plat les dispositifs publics de financement des iaa, pour obtenir un système d'aides plus cohérent avec les besoins des entreprises et les montants disponibles.
- Adapter les outils aux besoins des entreprises selon le stade de leur développement ; ainsi, en sus de l'offre de capital-développement, le développement d'une offre de capital-amorçage et de capital-risque pourrait être envisagé.
- Envisager la mise en place d'un fonds d'investissement spécialisé sur les entreprises agroalimentaires de taille intermédiaire.<sup>2</sup>
- Prévoir des modalités adaptées aux iaa dans la Banque publique d'investissement.



# Émergence de projets et accès au financement Constat et analyse des enjeux - Synergies

## ❑ Appuis existants en région :

- Des fonds de garantie régionaux : OSEO, SORIDEC (JEREMIE), FSI régions
- Des mesures spécifiques pour l'aide à l'investissement matériel et immatériel dans les IAA :
  - Mesure 123A du document régional de développement rural.
  - Dispositif ASTREA de la Région
  - Dispositifs des Conseils généraux
- Des contrats de filière :

### **AGIR agroalimentaire 2011-2013**

Axe 1 : étendre le maillage avec les différentes filières

Axe 2 : améliorer l'attractivité des métiers et des entreprises régionales

Axe 3 : pérenniser et faire croître les entreprises agroalimentaires.

### **AGIR Logistique et transport 2011-2013**

Axe 1 : développement d'une offre régionale innovante et compétitive en convergence avec les autres filières

Axe 2 : professionnalisation des acteurs de la filière : positionner les entreprises au coeur de la demande

Axe 3 : promotion de la filière et du territoire

### **AGIR fruits et légumes 2011-2013**

Axe 1 : accroître la performance de la mise en marché pour pérenniser les parts de marché

Axe 2 : accroître la performance de l'offre en réponse aux attentes du consommateur et des marchés

Axe 3 : accroître l'attractivité et la compétitivités des productions régionales

# Émergence de projets et accès au financement

## Constat et analyse des enjeux - Synergies

### ❑ Appuis existants en région :

#### Des actions collectives menées par les interprofessions :

- Création d'un fonds de retournement : SCIC « Capital Rebond Solidaire » géré par des entreprises et destiné à financer des entreprises saines mises en difficulté par des accidents de parcours qui ne sont pas forcément dus à une mauvaise gestion de l'entreprise.
- Le projet CAPROXI/ESIAA : (capital de proximité – épargne salariale) action de réflexion sur les possibilités qu'offre l'épargne de proximité aux industries agroalimentaires (IAA), de renforcer leurs fonds propres sans perdre de leur indépendance (contrairement au capital risque) avec pour objectif :
  - Le développement de l'épargne salariale en région avec un minimum de sorties de trésorerie pour les employeurs
  - Le renforcement de l'épargne retraite (PERCO)
  - Le renforcement de la motivation des salariés.
  - Le développement du dialogue social autour de la stratégie de l'entreprise employeur (Le conseil de surveillance du FCPME en sera la première manifestation).
  - L'enracinement des IAA dans leur territoire .
  - L'amorce d'une stratégie d'incitation à l'investissement dans le capital social des IAA de la région.
  - Le développement d'une véritable politique régionale de fonds propres dans le respect d'une gouvernance régionale.
- Rencontres régionales de la coopération présentant l'ensemble des instruments financiers disponibles et accessibles pour faire face aux besoins de trésorerie.

#### Un accompagnement au montage des dossiers de demande d'aide pour le secteur coopératif.

# Émergence de projets et accès au financement

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ☐ Appuis existants en région :

#### Des études et publications régionales :

- État des lieux et évolutions de la sphère agroalimentaire du Languedoc-Roussillon de 1997 à 2009 - novembre 2011 (PDF : 685.3 ko) - 10/11/2011
- Languedoc-Roussillon : 3,4 millions d'hectolitres de vins AOP et IGP exportés pour 723,5 millions d'euros en 2012 - février 2013 (PDF : 685.3 ko) - 25/02/2013

# Émergence de projets et accès au financement

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ❑ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale, au regard du thème choisi :

#### **BESOIN D'UN GUICHET UNIQUE :**

- Un nombre de dispositifs d'accompagnement financier trop élevé et difficiles à déchiffrer pour les TPE/PME.
- Des dossiers de demande d'aide trop lourds et trop complexes pour les chefs d'entreprise de TPE/PME
- Des TPE qui ne disposent pas du temps suffisant pour formaliser leur stratégie de développement.
- Le langage utilisé par les investisseurs institutionnels n'est pas adapté à celui des TPE.
- Ces investisseurs manquent parfois de considération à l'égard des TPE.
- Des guichets dits uniques qui font souvent la promotion de leurs dispositifs et manquent d'information sur la panoplie de financements existants.

#### **HAUT DE BILAN A RENFORCER :** C'est le facteur clé du développement des TPE/PME

- Les entreprises souhaitent que les pouvoirs publics aient un rôle de chef de file pour répondre à ce besoin.
- Des sorties trop rapide des investisseurs (5 ans maxi en général) qui ne sont pas compatibles avec les rythmes d'évolution des TPE (10 -15 ans).
- Des TRI parfois trop élevés pour les entreprises matures en développement à qui l'on fait supporter le coût du risque des investissements faits dans les start-up innovantes
- Bon nombre de dispositifs d'accompagnement financier destinés aux ETI et aux nouvelles entreprises innovantes et non aux TPE matures.
- Seuils d'accès aux capitaux trop élevés : 20 000 € pour JEREMIE mais 500 000 € en général pour les autres fonds institutionnels.
- Fonds de retournement sont principalement à destination des grandes entreprises.
- Obligations convertibles considérées comme des dettes par la banque de France (et non comme des fonds propres) ce qui abaissent la cotation de l'entreprise, constituant un handicap pour l'accès au financement bancaire.
- Une forme juridique « SAS à capital variable » qui permet aux chefs d'entreprises de garder la gouvernance de leur société mais qui responsabilise trop longtemps les investisseurs après leur sortie du capital.

# Émergence de projets et accès au financement

## Cadrage du thème de travail: périmètre et définition

### ❑ Constat général et analyse des défis et enjeux actuels et à venir pour l'industrie agroalimentaire régionale, au regard du thème choisi :

#### **GARANTIE :**

- Les planchers des sommes pouvant être garanties par OSEO sont généralement trop élevés.

#### **FINANCEMENT DES PROJETS :**

- Le nombre de dispositifs est trop important.
- Les modalités pour accéder aux aides (par exemple appel à projet) sont souvent peu adaptées aux TPE/PME et calibrées pour les ETI.
- Le montage des dossiers de demande d'aides est trop complexe pour les TPE.
- L'interprétation des dispositifs peu varier selon les régions ( ex : OSEO/aides à l'innovation ).
- Tendance (OSEO) à privilégier les prêts à taux zéro ou les avances remboursables plutôt que les subventions.
- Le crédit d'impôt recherche et développement soutient et encourage les TPE/PME dans leurs efforts d'innovation, cependant :
  - Les conditions sont moins avantageuses que les appels à projet qui ciblent des opérations de grande ampleur.
  - Les investissements qui y sont éligibles sont trop restrictifs concernant l'innovation dans les IAA ( innovation incrémentale )

#### **ACTIONS COLLECTIVES :**

- Diminution des dotations des dispositifs régionaux et nationaux d'appui aux actions collectives
- Complexité du cadre juridique de l'intervention financière publique pour des taux d'intervention publique incitatifs.
- Manque de liaison entre les actions collectives et les investissements qui peuvent en découler, dans les entreprises qui y participent.

# Émergence de projets et accès au financement Proposition d'actions

## ☐ Interactions et synergies éventuelles avec d'autres ateliers régionaux thématiques :

- Atelier « Stratégie d'exportation et promotion des produits » : guichet unique, financement et crédit d'impôt

# Émergence de projets et accès au financement

## Proposition d'actions

### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre :

(légende : niveau national : **N**, niveau régional : **R**)

#### **GUICHET UNIQUE :**

- **N et R** : Favoriser les réseaux d'orientation et d'accompagnement plutôt que le guichet unique.
- **N et R** : Leur donner les moyens nécessaires à l'existence d'un réseau d'agents de développement (publics, d'organismes professionnels, privés) qui vont sur le terrain au devant des entreprises et servant d'intermédiaire entre elles et les financeurs afin de casser l'isolement des TPE, leur donner les premières pistes de financement et les introduire auprès des bons interlocuteurs.
- **N et R** : Former les financeurs publics à l'approche des TPE pour améliorer le dialogue et les mettre en confiance
- **R** : Donner les moyens aux réseaux professionnels nécessaires à :
  - Assurer une veille d'information sur les dispositifs en vigueur et animer le réseau des détenteurs d'information sur les aides.
  - Aider au choix des financements les plus adaptés
  - Aider au dialogue avec les services instructeurs.
  - Accompagner les entreprises dans le montage des dossiers de financement.
  - Accompagner les entreprises à la construction de leur stratégie, préalable indispensable au dialogue avec les financeurs potentiels.

# Émergence de projets et accès au financement

## Proposition d'actions

### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre :

(légende : niveau national : **N**, niveau régional : **R**)

#### **RENFORCEMENT DU HAUT DE BILAN (1/2):**

- **N** : Mettre en place un groupe de réflexion avec les TPE sur le sujet du renforcement des fonds propres.
- **N** : Revoir pour le financement la typologie des entreprises avec création d'un type TTPE/TPE
- **N** : Confirmer le rôle de chef de file de la Banque Publique d'Investissement (BPI) dans le financement des TPE et la doter la des dispositifs et moyens
- **N et R** : Créer des outils d'accompagnement en fonds propres adaptés à cette catégorie pour combler le vide concernant les besoins compris entre 50 K€ et 500 M€.
- **N** : Abaisser le seuil d'accès des TPE aux fonds d'investissement publics comme pratiqué lorsque ces fonds sont co-financés par JEREMIE ( 20 000 euros ).
- **N et R** : Développer des dispositifs destinés aux entreprises matures dans la panoplie des outils de la BPI.
- **N** : Bonification du TRI par l'État pour inciter les capitaux risqués à investir dans les TPE et avoir un TRI plus adaptés aux capacités de croissance des TPE. Bonifications par l'État lorsque les réserves légales sont bloquées et remontées en capital et/ou lorsque le résultat est remonté en capital.
- **N et R** : Mettre le citoyen privé en relation concrète avec les TPE-PME pour favoriser le modèle business angels.
- **N** : Mise en place d'un dispositif d'incitation fiscale de type loi TEPA pour favoriser l'investissement de proximité ciblant aussi les TPE-PME matures de plus de 5 ans
- **N** : Garantir l'investissement privé dans les TPE (BPI-OSEO)
- **N** : Réfléchir à la mise en place d'un dispositif de type mécénat économique/Parrainage favorisant l'investissement non majoritaire des grosses entreprises dans les TPE (actions préférentielles).



# Émergence de projets et accès au financement

## Proposition d'actions

### ☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre :

(légende : niveau national : **N**, niveau régional : **R**)

#### **RENFORCEMENT DU HAUT DE BILAN (2/2):**

- **N** : Bonifications par l'État lorsque les réserves légales sont bloquées et remontées en capital et/ou lorsque le résultat est remonté en capital.
- **N** : Réfléchir sur le système d'obligations convertibles ou sur d'autres produits de même type permettant, plus de longévité, plus de simplicité des démarches pour y recourir et n'étant pas assimilé à un endettement bancaire, mais comme une ouverture de capital.
- **N** : Clarifier le « statut » des quasi fonds propres (prêts participatifs, obligations convertibles...) qui sont appréciés différemment par les capitaux risqueurs ou banquiers, selon les circonstances
- **N** : Promouvoir l'investissement en capital sous forme d'actions préférentielles avec remboursement en fin de période en 2 ou 3 fois et TRI plafonné.
- **N** : Modifier l'article L231-6 du code du commerce (loi de 1867) relatif à la responsabilité des actionnaires après la sortie du capital des SAS à capital variable pour rendre incitative cette structure juridique qui protège la gouvernance des entreprises familiales, en diminuant le délai de responsabilité.
- **Net R** : Créer des fonds de retournement accessibles aux TPE en difficulté conjoncturelle, en complément de la garantie bancaire récemment mise en place pour ces situations avec :
  - Participation publique (fonds européens type JEREMIE ) aux fonds privés de ce type créés à l'initiative des entreprises.
  - Garantie de la BPI des sommes investies dans des TPE par des fonds privés créés à l'initiative des entreprises  
avec un seuil de garantie abaissé à 100 000 euros et non 500 000 euros comme actuellement.
  - Ou création au sein de la BPI d'un fonds de retournement accessible aux TPE/ PME

# Émergence de projets et accès au financement

## Proposition d'actions

☐ Propositions d'actions à mettre en œuvre : (légende : niveau national : **N**, niveau régional : **R**)

### **GARANTIES :**

- **N** : Fixer un plancher d'intervention en garantie d'OSEO à 100 000 euros pour les TPE.

### **FINANCEMENT DES PROJETS :**

- **N** : Avoir un processus de décisions régionalisé et adapté aux problématiques de chaque secteur.
- **N et R** : Regrouper les dotations des dispositifs similaires ( Europe, État/FAM/FISIAA, collectivités locales), pour une capacité d'intervention plus dynamique.
- **N** : Segmenter les modalités d'aide en fonction de la taille de l'entreprise, de la nature et du montant de l'aide.
- **N et R** : Pour les TTPE avec systèmes productifs simples, privilégier l'approche : adéquation du projet à une stratégie de filière plutôt que : intégration du projet dans une stratégie d'entreprise qu'elle aura beaucoup de mal à élaborer.
- **N** : Harmoniser le traitement des dossiers par OSEO (innovation) dans les différentes régions.
- **N** : Proposer des bonifications pour les résultats positifs des entreprises (création d'emplois, augmentation du CA, création de VA...) dans le cadre d'une utilisation de prêts à taux zéro : primes ou crédits d'impôt à remonter au capital avec blocage des réserves pendant 5 ans.
- **N et R** : Mener plus d'actions de promotion du crédit d'impôts auprès des chefs d'entreprises notamment via les pôles de compétitivité.
- **N** : Donner des bonifications aux entreprises qui remontent au capital ou bloquent dans leurs réserves pendant 5 ans, les crédit d'impôt obtenus.
- **N** : Réfléchir à un élargissement des dépenses éligibles au crédit impôts recherche notamment pour :
  - Le prototypage (tous les essais que nous faisons pour développer un produit pour nos clients).
  - Les dépenses de conception de collection, exemple : chocolatiers à Noël /pâques (la mode a obtenu l'intégration de ces dépenses en CIR).

# Émergence de projets et accès au financement

## Proposition d'actions

### ❑ Propositions d'actions à mettre en œuvre :

(légende : niveau national : **N**, niveau régional : **R**)

### **ACTIONS COLLECTIVES :**

- **N** : Prévoir un nouveau cadre réglementaire et des mesures d'intervention financière de l'Europe dans les nouveaux programmes 2014 – 2019 pour les actions collectives des PME/TPE du secteur de l'agroalimentaire :
  - Proposer à la commission un régime notifié spécifique aux actions collectives des PME du secteur de l'agroalimentaire laissant la possibilité d'un financement jusqu'à 80 %, si l'action bénéficie à l'ensemble du secteur.
  - Appel à candidature pour assistance technique aux PME qui serait considérée comme un service d'intérêt économique général du fait d'une difficulté pour ces PME d'y accéder aux prix du marché et utilisation du nouveau régime de minimis SIEG n° 360/2012 du 25 avril 2012
  - Prévoir une mesure actions collectives dans le futur programme FEADER
  - Bien délimiter les interventions des différents Fonds européens et dispositifs
- **N et R** : Faciliter les démarches d'obtention des aides à l'investissement, notamment immatériels qui débouchent d'un besoin identifié en action collective.
- **N et R** : Prévoir un dispositif simplifié d'aide aux investissements immatériels pour les compléments de diagnostics ou de petits investissements matériels découlant d'un besoin exprimé suite à la participation à une action collective.